

## "Devenir des populations introduites ou réintroduites : déclin ou prolifération ?"

Compte rendu du colloque de Niederbronn-les-bains par Marie Guillaume

L a question a été posée les 6, 7 et 8 mai 1999, à l'occasion du colloque organisé par le ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, à Niederbronn-les-bains, situé dans le parc naturel régional des Vosges du Nord.

Dix ans après celui de Saint-Jean-du-Gard, en décembre 1988, où la même problématique avait été abordée sur les populations animales en France, il a été question de poursuivre la réflexion sur l'élaboration d'une politique globale de prévention et de lutte contre les espèces invasives. L'enjeu ? Établir les bases d'un dialogue entre les scientifiques - habilités à mener les études préalables nécessaires à toute introduction - et les gestionnaires, garants d'un suivi des opérations version "terrain". Comme l'a précisé Jean-Jacques Lafitte<sup>1</sup>

dès l'introduction de ce colloque, il ne s'agissait pas de discuter des grands échecs d'opérations d'introduction (plus médiatiques que les succès...) ou d'invasions telles que celle de l'algue verte *Caulerpa taxifolia*, mais de dégager les éléments fondateurs de cette politique de préservation et de conservation. Pendant trois jours, quelque 170 participants se sont

réunis - directions et responsables ministériels, chercheurs biologistes, spécialistes en écologie, ainsi que les responsables et des membres du personnel des parcs naturels nationaux, régionaux, d'organismes comme l'ONF, le Conseil supérieur de la pêche, etc. - autour de cinq thématiques majeures, développées au travers d'une quinzaine exposés :

- Démographie et petites popu-

lations, sous l'égide de Jean Clobert, directeur du laboratoire d'écologie, université Pierre et Marie Curie, Paris ;

- Expérimentation et logiciels : Michel Echaubard, de l'INA-PG ;
- Aspects génétiques : Serge Muller, laboratoire de phytoécologie, université de Metz ;
- Les phénomènes invasifs liés aux introductions, dont la discussion a été menée par François Moutou, de l'Agence française pour la sécurité des aliments de Maison Alfort;
- Enfin, une synthèse des travaux de ces différents ateliers débouchant sur un débat général. Marie-Odile Guth, directrice de la Nature et des Paysage au ministère de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement, a été

Beaucoup de macro-vertébrés (mammifères, poissons, oiseaux, souvent emblématiques comme la cigogne en Alsace) sont au centre des expérimentations de suivis de populations ou de modélisations. En revanche, trop peu de ces études prennent pour cible les insectes. Moins charismatiques, ils représentent cependant une valeur fondamentale de la richesse de la biosphère. Ils sont notamment incontournables lorsqu'il s'agit de lutte biologique. À Niederbronn, c'est sous cet angle que les Insectes ont fait acte de présence, via l'allocution de Jean-Claude Malausa. D'abord comme cible : ravageurs des cultures, vecteurs de maladies. La Mineuse des agrumes, le Tigre du platane ou encore une Cicadelle nord américaine friande de plus de 300 plantes-hôtes de diverses familles, introduits souvent accidentellement, en sont quelques exemples. Mais les Insectes peuvent aussi s'avérer utiles pour lutter contre ces ravageurs : on a donc introduit, entre autres, les Trichogrammes, ces micro-Hyménoptères actifs contre la Pyrale du mais, les coccinelles - telles que Harmonta axyridis (voir article consacré à cette espèce dans Insectes n° 113), d'origine chinoise - utilisées en France pour combattre les pucerons des cultures... et largement commercialisées.

Pour en savoir plus : site Internet OPIE (http://www.inra.fr/OPIE-Insectes/pa.htm), rubrique "lutte biologique" et "Lutte biologique : aperçu historique" par P. Jourdheuil, P. Grison et A. Fraval sur http://www.inra.fr/dpenv/pa.htm

chargée d'en tirer les conclusions. C'est Jean Westphal, président du Parc naturel régional des Vosges du nord (aujourd'hui réserve de biosphère) qui a eu l'honneur de procéder à l'ouverture de ce congrès.

Alors que Robert Barbault, directeur adjoint du département des sciences de la vie du CNRS, s'est attaché à souligner la nécessité d"un dialogue indispensable entre la recherche fondamentale et les pratiques de conservation", voire même un "multilogue", les acteurs de la conservation n'ont guère eu leur place à la tribune... excepté Jean Westphal. La parole était donc aux scientifiques, même si ce colloque ne s'affichait pas comme l'expression d'une politique de "la main tendue" celle des scientifiques aux gestionnaires - mais plutôt comme une mobilisation autour de la nécessité d'une collaboration et l'avènement d'une discipline : la biologie de la conservation. Sur ce point, Jacques Lecomte, président du comité permanent du Conseil de protection de la nature (CNPN), a souligné d'emblée l'importance d'un recours aux sciences plus fondamentales, à l'instar de la biologie des populations, pour envisager comprendre et prévoir "les déplacements des êtres vivants et la colonisation de nouveaux espaces": " il faut se doter des moyens de sortir du cadre purement descriptif et "anecdotique" d'analyse du succès, de l'échec d'une introduction voulue, ou du développement d'une invasion indésirable".

Néanmoins, faut-il le rappeler, les déplacements d'espèces, spontanés ou provoqués, d'un milieu à un autre, répondent à de multiples facteurs très

variés, à la fois propres à l'espèce ellemême et liés aux caractéristiques du milieu qu'elle colonise. De même, leurs impacts restent difficiles à évaluer. Les exposés présentés durant deux jours se sont faits le reflet de cette complexité: souvent brillants, pointus, ils ont posé les principes de conception de modèles prédictifs, leurs forces et leurs limites. Ceci étant, ils ne se sont guère aventurés sur le terrain de la gestion et de la mise en pratique de telles réflexions, demeurant préférentiellement dans les limites de la recherche fondamentale. Malgré le support d'exemples et d'applications (le suivi individuel dans les petites populations de Cigogne blanche, par Roger Pradel du CNRS de Montpellier, le cas de la Centaurée de la Clappe, par Bruno Colas<sup>2</sup> ou les insectes exotiques utilisés dans la lutte biologique contre les ravageurs des cultures, par Jean-Claude Malausa<sup>3</sup> - voir encadré), l'ensemble est donc resté très abstrait. De quoi, peut-être, déconcerter les praticiens de la conservation et les gestionnaires attentifs aux éléments de réponse aux problèmes qu'ils rencontrent quotidiennement. Les différentes approches fondamentales de la modélisation des processus d'évolution s'avèrent absolument nécessaires, mais, en ce sens, elles s'inscrivent naturellement dans une démarche du moyen ou long termes. Nouveaux outils au service de la prédiction et de la simulation de l'évolution des populations, elles n'offrent cependant pas de solutions immédiates aux problèmes d'invasions ou de disparitions d'espèces, sur le terrain. Si les gestionnaires attendaient des scientifiques de telles solutions

prêtes à l'emploi, ils seront restés sur leur faim. Conscients du possible faux pas, les scientifiques ont choisi de reprendre le problème à la base, attachés au maintien d'un dialogue cohérent et constructif : Pierre-Henri Gouyon a fermement précisé que chaque "camp" - gestionnaires et scientifiques - se devaient de faire des efforts pour communiquer, sachant que les scientifiques attendaient beaucoup de cet échange. François Moutou a même conclu sa synthèse en précisant : "il y a un problème de définitions de termes sur lesquels il faut que tout le monde s'entende".

On attendait donc beaucoup de la discussion entre scientifiques et gestionnaires. On attendait aussi beaucoup de l'intervention de Marie-Odile Guth, en clôture de ce colloque. Elle a prôné le consensus et repris les éléments - clés : dialogue, information, communication, formation. Mais elle ne s'est pas avancée à présenter clairement les engagements et l'implication du MATE en matière de gestion des écosystèmes, de politique de conservation à moyen et longs termes. Le débat s'est donc terminé sur une note d'autant plus décevante que les représentants du monde agricole ont été les grands absents de cette rencontre : détail " regrettable ", les éleveurs comme les agriculteurs étant parmi les premiers concernés par les introductions d'espèces exogènes, notamment les insectes exotiques introduits dans le cadre de la lutte contre les ravageurs des cultures. Dommage. Reste que le dialogue pouvait se poursuivre sur le terrain : le samedi 8 mai était réservé à une excursion dans le parc naturel régional des Vosges du Nord sous la houlette de Irène Bee, ingénieur à la division de l'ONF de Bitche et Jean-Claude Genot, chargé de la Protection de la Nature au Syndicat de Coopération pour le Parc...

Cet article a été publié dans "Le courrier de l'environnement de l'INRA" n°37.

<sup>&</sup>lt;sup>1</sup> Sous-directeur de la direction Nature et Paysages, ministêre de l'Aménagement du territoire et de l'Environnement.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> UMR 7625 - Laboratoire d'Écologie - Université Pierre et Marie Curie -Paris VI.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> Vice-président de l'OPIE - Laboratoire d'Entomologie et lutte biologique, INRA Valbonne.